



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

**LA RÉCONCILIATION ENTRE LA SOMALIE
ET LE SOMALILAND,
UN TERRAIN DE JEU ÉTHIOPIEN**

par Dr Roukiya Mohamed Osman

Roukiya Mohamed Osman est diplômée de l'université Toulouse-2-Jean-Jaurès. Ses travaux de recherches portaient sur la politique de sécurité et de défense dans la corne de l'Afrique : le cas de Djibouti. Ancienne chercheuse à l'Institut d'Études politiques et stratégiques du Centre d'Études et de Recherche de Djibouti (CERD). Présidente du Think Tank Research & Consulting Group for East Africa, elle a publié l'ouvrage intitulé Djibouti aux Éditions De Boeck. Représentante de Thinking Africa dans la corne de l'Afrique, elle s'intéresse aux questions de médiations, des enjeux de résolutions de conflits, de paix et de sécurité.

RÉSUMÉ

Le rapport conflictuel entre la Somalie et l'Éthiopie dans la corne de l'Afrique bien que séculaire s'est amplifié dès les indépendances. L'idée d'une « Grande Somalie », développée par Mohamed Syad Barre qui consiste à réunir tous les territoires Somali de la région en un seul pays s'est très vite heurtée au Négus rouge. L'annexion en 1977 de l'Ogaden (région Somali d'Éthiopie) par la Somalie a réveillé les stratégies hégémoniques de Mengistu Hailé Mariam. Dans les années 80 à 90, son régime finance et arme les mouvements de rebelles pour fragiliser le gouvernement de Mogadiscio. Cette situation scelle le destin de la Somalie et la disloque en plusieurs petites régions (Somaliland, Jubaland, Puntland ect) entraînant l'effondrement total de l'État somalien.

Cet article met en exergue les intérêts immédiats de l'Éthiopie et des Émirats Arabes Unis dans la médiation entre Mogadiscio et Hargeisa. À partir de la rencontre des deux présidents de la Somalie et du Somaliland, ce texte apporte un éclairage sur les excuses du président somalien à la région sécessionniste du Somaliland, Mais la rumeur de son déplacement a, néanmoins, troublé le Somaliland qui était jusqu'ici paisible et créé, ainsi, des tensions entre les deux pays. Depuis environ trois décennies et sans, toutefois, être reconnu par la communauté internationale, cet État auto-proclamé jouit d'une relative stabilité contrairement à son voisin.

CONTEXTE

Cet article s'inscrit dans un contexte où l'Éthiopie est devenue la pierre angulaire d'une région où les intérêts accélèrent l'histoire entraînant, ainsi, une rapide reconfiguration géopolitique. Après l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée; le rapprochement et la normalisation des relations entre d'un côté la Somalie et l'Érythrée et de l'autre la Somalie et l'Éthiopie indique une nouvelle intégration régionale. Pour compléter cette intégration la résolution du conflit entre la Somalie et le Somaliland s'impose. Aby Ahmed dans son rôle de récipiendaire du prix Nobel vise, encore plus, un leadership dans la réunification entre les deux frères ennemis.

PROBLÉMATIQUE

Comment l'Éthiopie qui a forgé son hégémonie dans la désintégration somalienne peut-elle jouer la médiatrice dans le processus de réconciliation entre la Somalie et le Somaliland ?

IDÉES MAJEURES :

- L'Éthiopie a été un acteur clé dans la désintégration de la Somalie.
- Le port de Berbera, au Somaliland situé à l'entrée du détroit de Bab-el-Mandeb, une voie maritime stra-

tégique, sonne comme une alternative aux intérêts de l'Éthiopie et des Émirats Arabes Unis. En s'intéressant aux problèmes somaliens, ils estiment qu'une solution durable et stable entre Mogadiscio et Hargeisa serait capitale pour leurs intérêts communs dans la région.

– Le président Farmajo ne semble pas formuler les excuses appropriées au clan Issaq dominant au Somaliland.

– Le déplacement du président Farmajo accompagné d'Aby Ahmed a pris une tournure politique entraînant des tensions entre Hargeisa et Mogadiscio.

MOTS-CLÉS

Somalie, Somaliland, Éthiopie, Émirats Arabe Unis, médiation, intérêt, réconciliation

INTRODUCTION

La réunification en 1960 de la British Somaliland au Nord et de la Somalia Italia au Sud en un seul État, la République de Somalie a été la prémice du « *pan-somalisme* ». Les cinq branches de l'étoile dessinée sur le drapeau de la nouvelle république regroupent les ex-colonies britannique et italienne et les trois autres branches manquantes sont la région de l'Ogaden (en Éthiopie), le nord-est du Kenya et Djibouti. Outre, ces revendications territoriales, l'homogénéité culturelle, linguistique et religieuse du peuple Somali qui fait exception en Afrique aurait pu faciliter le projet de construction de la « Grande Somalie » tel que voulu par le dictateur Syad Barre. Ce concept est devenu un élément à travers lequel, il s'est appuyé pour annexer la région de l'Ogaden. Cette annexion semble être une menace pour l'Éthiopie qui constate, sans équivoque, l'émergence de la Grande Somalie comme creuset d'une puissance régionale. Ses stratégies mises en perspective participent à fragiliser le gouvernement de Mogadiscio et précipiter, ainsi, la déliquescence des institutions de l'État somalien.

Le présent article tend à étudier la stratégie de construction hégémonique éthiopienne comme facteur de désintégration somalienne et comme élément de réconciliation entre la Somalie et le Somaliland. En d'autres termes, il s'agit d'analyser comment les stratégies et les pratiques politiques autour de la Grande Somalie ont participé à forger l'hégémon de l'Éthiopie et comment ses intérêts immédiats la poussent à jouer la médiation entre la Somalie et le Somaliland réveillant ainsi, les irrédentismes et créent des tensions entre Mogadiscio et Hargeisa. Cette médiation ne suggère-t-elle pas une nouvelle forme d'influence ?

En présence du premier ministre éthiopien, Aby Ahmed, le 12 février 2020, le président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo et le dirigeant de la région séparatiste du Somaliland, Moussa Bixi Abdi, se sont rencontrés pour la première fois depuis leur arrivée au pouvoir en 2017. Après la réconciliation entre Addis-Abeba et Asmara, le prix Nobel de la paix poursuit sur sa lancée en œuvrant à une pacification entre Mogadiscio et Hargeisa.

Si depuis plusieurs années, les pourparlers antérieurs entre les deux frères ennemis n'ont pas donné les résultats escomptés, cette médiation cache des intérêts profonds intrinsèques à une réunification à court terme. Par ailleurs, les intérêts immédiats de l'Éthiopie qui l'unissent avec les Émirats Arabes Unis autour du port de Berbera en Somaliland précipitent cette réconciliation.

Ce travail se propose d'abord de présenter la médiation controversée de l'Éthiopie. Il apparaît alors intéressant de présenter le rôle qu'elle a joué dans la désintégration somalienne tout en mettant en avant l'évolution de son intérêt, pour mieux comprendre son engagement immédiat dans la réconciliation entre la Somalie et le Somaliland. Ensuite il s'agit de montrer que les excuses formulées par le président Somalien aux peuples Somalilandais a, au contraire, réveillé la dangereuse exaltation des rivalités claniques du passé. Enfin, nous examinerons comment le déplacement de Farmajo accompagné d'Aby au Somaliland a déstabilisé la sécurité du paisible État-autoproclamé.

I- L'ÉTHIOPIE, UNE MÉDIATION CONTROVERSÉE

A- De la désintégration somalienne à l'intégration régionale

La chronologie des événements politiques en Somalie permet que l'on s'intéresse aux groupes de rebelles soutenus par l'Éthiopie, sans lesquels la compréhension de l'évolution de ses intérêts resterait incomprise. En effet, le projet de désintégration somalienne est inscrit dans le calendrier de ses dirigeants depuis les indépendances. Leurs agissements manifestent bien une opposition à la « Grande Somalie ». Une idée de l'ancien dictateur Syad Barre qui consiste à réunir tous les territoires Somalis de la corne de l'Afrique (Somalie, Somaliland, Djibouti, une partie nord du Kenya et la région d'Ogaden en Éthiopie) en un seul pays. L'annexion de la région d'Ogaden par la Somalie en 1977 marque un tournant dans leur stratégie. Des années 80 à 90, le régime de

Mengistu finance et arme des fronts de guérilla pour fragiliser le gouvernement de Mogadiscio. C'est ainsi qu'il a aidé le Somali Salvation démocratique Front (SSDF)¹ à majorité du clan majarteen originaire du nord-est et le Somali National Movement (SNM)² à dominance Issaq native du nord-ouest, le Somali Patriotic Movement (SPM)³ issu du clan Ogaden du sud-ouest et l'United Somali Congress⁴, du clan Hawiyeh, le plus important à Mogadiscio. Très affaibli, le régime de Syad Barre sera finalement renversé par l'USC en 1991. Par conséquent, l'absence d'entente entre les différents mouvements de rébellion mènent le pays à la guerre civile entraînant l'effondrement total de l'État somalien.

Le véritable problème qui en résulte est sans conteste la sécession de la Somalie. Le SNM déclare l'indépendance du Somaliland en 1991 suivit du Puntland et du Jubaland. Sur fond de clanisme, les organisations armées morcellent le pays. L'instabilité chronique de la Somalie a été vitale à l'ambition hégémonique éthiopienne.

L'intervention américaine et des forces onusiennes en Somalie en 1992 sous couvert d'une aide militaro-humanitaire fut un échec et leurs implications dans le conflit somalien sont reçues comme une leçon inoubliable par la communauté internationale. L'image de la superpuissance est défiée et ternie par les résistants qui ont abattu des hélicoptères et traîné les corps des soldats américains morts dans les rues de la capitale.

Au nom de la guerre anti-terrorisme contre les tribunaux islamiques, l'Éthiopie intervient en Somalie, en 2006, pour le compte des États-Unis. Par conséquent, cette intervention a pris une dimension religieuse, opposant les chrétiens éthiopiens aux musulmans somaliens. Ces derniers ont appelé à la guerre sainte contre les Éthiopiens et leurs alliés.

1. Le SSDF est créée en 1979 au Kenya et dirigé par Abdillahi Yussuf. Le coup d'État manqué contre Syad Barre affecte la rébellion qui fini par se désorganiser avant de revenir sur le devant de la scène après sa chute en 1991.

2. Le SNM a été créée en 1981 à Londres par des commerçants Issaq. Mais sa branche armée dirigée par Ahmed Mahamoud Silanyo sera financée et soutenue par Mengistu.

3. Le SPM a été créée dans la région d'Ogaden en Éthiopie par Ahmed Omar Jess.

4. L'USC est créée en 1987 à Rome par Ismail DJimaleh. Il est mort en 1989 et remplacé par son vice-président Houssein Ali Shido qui assure la transition. En 1990, il est mis en prison par Mengistu qui aide le Général Aidid à s'imposer comme dirigeant de l'USC.

La finalité de cette offensive, soutenue en arrière-plan par les Américains, dans le but d'éliminer les islamistes radicaux a permis d'asseoir la puissance éthiopienne. Cela a participé à fragiliser, davantage, la situation sécuritaire du pays et a fait émerger dans la conscience des Somaliens, un esprit de radicalisation systématisé par des attentats. La prééminence éthiopienne s'est raffermie dans le malheur somalien et a détruit encore plus le pays ou, du moins, ce qu'il en restait. La brutalité sans équivoque orchestrée par l'armée éthiopienne (exécution, arrestations, villes rasées etc.) marque ainsi, le point culminant d'une longue période de haine et l'éclosion des contestations anti-éthiopiennes.

Le voyage d'Aby Ahmed en juin 2018 à Mogadiscio marque un tournant dans les relations des deux pays. Héritier d'un pays à l'ambition hégémonique, il a, ainsi, structuré son pouvoir en mettant en place un ensemble de stratégies tournées sur l'ouverture politique, économique et commerciale et sur une intégration régionale avec la Somalie et l'Érythrée. Une coopération en faveur d'Addis-Abeba, enclavé, a compliqué, encore plus, la situation lorsque les parlementaires somaliens ont déposé une motion de censure en accusant le président d'avoir signé des accords de « gestion de quatre ports, de création d'une base militaire etc. » avec l'Éthiopie. Or, les articles 90 (alinéa Q) dispose que « *le président ne peut promulguer des accords internationaux ou avec des pays tiers que [...] quand le gouvernement propose et que l'Assemblée nationale adopte* ».

Ainsi, la coopération multisectorielle que travaille Addis-Abeba, depuis la normalisation des relations avec Mogadiscio contribue plus à la fabrication de son hégémon et de son leadership. La Somalie a toujours été un terrain de jeu pour l'Éthiopie, qui a façonné son image de puissance régionale sur la désintégration somalienne. Aujourd'hui, ses intérêts immédiats passent par la réconciliation entre la Somalie et le Somaliland voir à une réunification des frères ennemis. Une médiation qu'elle endosse avec le soutien des Émirats Arabes Unis.

B- Le rapprochement entre Hargeisa et Mogadiscio au profit des intérêts émirato-éthiopiens

Dans cette nouvelle ère de reconfiguration géopolitique, l'Éthiopie est vue par les Émirats Arabes Unis comme un allié puissant dans la corne de l'Afrique. Une situation dont elle se sert pour protéger ses intérêts. Les multiples voyages du récipien-

naire du prix Nobel de la paix à Abu-Dhabi nous montrent l'engagement et la coopération entre ces deux pays à mettre leurs intérêts mutuels au centre de leurs préoccupations. Évoquant à ce propos, le port de Berbera où l'opérateur portuaire émirati DP World et l'Éthiopie ont respectivement, 51 % et 19 %, et sont associés avec le gouvernement somalilandais. Mogadiscio s'était opposé à cet accord le considérant comme une région intégrante de son territoire.

L'Éthiopie, pays enclavé de cent dix millions d'habitants, cherche à multiplier ses accès à la mer pour sortir du monopole djiboutien, qui a longtemps été son unique débouché maritime. En effet, 90 % de ses activités d'import-export passent par ce port. Une dépendance à laquelle elle souhaite mettre fin en s'engageant avec ses voisins comme le Somaliland, le Kenya et le Soudan.

L'entreprise émiratie DP World présente à Djibouti depuis 2000, est expulsée du terminal à Conteneurs de Doraleh, en 2018. Elle se tourne alors vers le port de Berbera en investissant 442 millions « *100 millions de dollars [...] ce qui permettra de construire 400 m de quais (sur les 800 m à venir) et une zone franche* »⁵. Une modernisation qui a permis de tripler les conteneurs passant par ce port et de s'imposer comme une plate-forme clé pour accroître l'influence des EAU dans la région.

Pour l'un comme pour l'autre, le port de Berbera, situé à l'entrée du détroit de Bab-el-Mandeb, une voie maritime stratégique sonne comme une réponse à leurs intérêts mutuels. En s'intéressant aux problèmes somaliens, ils estiment qu'une solution pérenne et stable entre Mogadiscio et Hargeisa serait capitale pour leurs intérêts dans la région.

Par ailleurs, les négociations entre les deux frères ennemis, orchestrées par les Émirats, s'insèrent dans le cadre de la crise du Golfe où la corne de l'Afrique est devenue un terrain d'affrontement entre l'axe saoudo-émirati, soutenu par les Américains et l'axe quataro-turc, appuyé par l'Iran. Ainsi, par le biais de l'Éthiopie, ils ont permis d'écarter la Turquie qui souhaitait reprendre la médiation. En effet, en 2013 déjà, Ankara avait initié une réunion permettant de renouer le dialogue entre le président somalien de l'époque, Hassan Sheick Mahamoud et le dirigeant

5.. <https://www.jeuneafrique.com/mag/661092/economie/logistique-djibouti-face-alouverture-ethiopienne/>

du Somaliland, Ahmed Silanyo, une première dans l'histoire de deux pays. La médiation n'a pas eu de suites malgré une avancée majeure entre Mogadiscio et Hargeisa. Dans un communiqué, Ils avaient conclu en présence du premier ministre Erdogan «*d'encourager et de faciliter l'aide internationale [...] au développement vers le Somaliland et de leur engagement et à s'abstenir de tout autre acte qui pourrait mettre en risque la poursuite du dialogue*»⁶. En outre, ils se sont engagés à coopérer «*dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, la piraterie, la pêche illégale, le déversement de produits toxiques*».

Au gré de leurs intérêts immédiats, leurs agissements tant leurs jeux, parfois, déroutants pourraient réveiller les irrédentismes. Cette médiation entre la Somalie et le Somaliland annonce-t-elle alors une nouvelle guerre inédite ?

II- LES EXCUSES DU PRÉSIDENT FARMajo, UN PAS VERS LA RÉCONCILIATION ?

Le président somalien Farmajo a fait des excuses au «*Gobalada Woqooyi*»⁷ devant le congrès annuel de la justice, le 13 février 2020 à Mogadiscio. Cela intervient au lendemain de sa rencontre avec le dirigeant de la région séparatiste du Somaliland. Dans son discours il souligne «*on doit reconnaître et corriger les points noirs de notre histoire [...] ce qui c'est passé, ce n'était pas le Sud qui a envahi les régions du Nord, ce n'était pas tribal, c'était un système politique de l'époque*». Il ajoute «*en tant que président, je formule devant vous mes excuses à nos frères du Nord mais on attend de même des rebelles SNM sur les exactions qu'ils ont commis*».

Pour le comprendre, il faut préciser que l'origine des violences observées dans les années 80-90 dans les régions du Nord s'inscrit dans les raids sanglants menés par l'ancien dictateur Syad Barre dans la ville de Hargeisa⁸ et particulièrement contre le clan Issaq. Pour corriger les abus du passé et répondre aux attentes de la population somalilandaise, le président Farmajo ne semble pas formuler les excuses appropriées au clan Issaq. Une intervention peu convaincante et loin de réconcilier les deux peuples,

6. <http://www.mfa.gov.tr/reunion-historique-au-sommet-entre-les-presidents-de-la-somalie-et-du-somaliland-ankara.fr.mfa>

7. Cela signifie les régions du Nord en somali. C'est une façon de ne pas désigner le Somaliland, que la Somalie considère comme faisant partie intégrante de son pays.

8. Capitale du Somaliland

ses propos on mis en parallèle les massacres de Syad Barre et celles des SNM. Une situation qui a attisé la haine et la dangereuse exaltation des rivalités claniques du passé.

Toutefois, sa sincérité à œuvrer pour une pacification entre la Somalie et le Somaliland paraît pour le moins paradoxale. Les stratégies mises en perspectives par son gouvernement pour l'unité somalienne, participent plutôt à fragiliser le processus de réconciliation.

C'est ainsi que le 30 juillet 2019, date d'anniversaire des massacres des Issaq⁹, il a mis en place une commission chargée des pourparlers entre Mogadiscio et Hargeisa en nommant Abdullahi Sheick Ismail au poste de président et Abdirahman Abdi Hussein dit «*Guulwad*», à celui de vice-président. Ces derniers censés conduire les négociations ont participé aux massacres du clan Issaq. Une situation qui semble-t-il fait défaut à la médiation. De même, il a reçu à Villa-Somalia, Abdirahman Mohamed Ali¹⁰, un jeune somalilandais qui prône la réunification de son pays à la Somalie. Il a été mis en prison à Hargeisa en mai 2019 pour avoir porté une tenue à la couleur du drapeau somalien. Une instrumentalisation de Farmajo qui a conduit à fragiliser, davantage, le rapprochement entre la Somalie et le Somaliland.

Issu du même clan que l'ancien dictateur Syad Barre Darode/ Mareihan, Reer Dini, Farmajo s'est entouré de personnalité comme Mohamed Said Hersi Morgan¹¹ connu au Somaliland pour avoir brûlé vif des personnes ou encore Mohamed Abdi Yusuf¹² qui appellent à l'usage de la force pour récupérer le Somaliland.

Là encore, le gouvernement de Farmajo ne dispose pas d'une bonne volonté pour assurer le retour d'une unité somalienne. Sa rencontre avec le président somalilandais Bixi est devenu un atout à travers lequel il s'appuie pour garantir à sa réélection en 2021.

9. En juillet 1989, une cinquantaine d'Issaq ont été tués à la plage de Mogadiscio sur ordre de Syad Barre

10. Abdirahman Mohamed Ali dit Aar, président du mouvement anti-tribalisme a été mis en prison à Hargeisa pour avoir porté une tenue à la couleur du drapeau somalien

11. Gendre de l'ancien dictateur Syad Barre, il fut également son ministre de la défense

12. Ancien premier ministre de 2003 à 2004 sous la présidence de Abdiqasim Salad Hassan

III- LES HOSTILITÉS DU DÉPLACEMENT DE FARMAJO À HARGEISA

Le déplacement du président Farmajo accompagné d'Aby Ahmed à Hargeisa a ravivé les tensions entre la Somalie et le Somaliland. Les craintes et les réactions que cette visite a suscité ont pris une tournure politique entraînant des tensions entre Hargeisa et Mogadiscio. Comment expliquer la division et les angoisses qu'elles ont provoquées au sein de la population somalilandaise. Entre d'un côté les nostalgies de la Grande Somalie et de l'autre le clan Issaq dominant à Hargeisa qui voit ce déplacement comme une provocation dans la mesure où Farmajo est le neveu de l'ancien dictateur Syad Barre. Par ailleurs, cela remettrait totalement en cause la souveraineté de cet État-autoproclamé et porterait atteinte à son intégrité. Rappelons que la Somalie considère le Somaliland comme partie intégrante de son territoire.

Le 18 février 2020, lors de son discours annuel devant le parlement, le Président du Somaliland Moussa Abdi Bixi est revenu sur sa rencontre avec le président de la Somalie « *le premier ministre Aby Ahmed m'a appelé pour me recevoir à Addis-Abeba, J'y suis allé en courant. Lorsque je suis arrivé, il m'a dit que le président Farmajo allait se joindre à nous. Il est aussitôt venu. À trois on a eu une réunion dont je n'étais pas au courant et préparé. On est resté très peu de temps. Le premier ministre a dit, je suis prêt et je veux résoudre le conflit entre la Somalie et le Somaliland. Ça a trop duré. C'est une affaire africaine, une affaire de la corne de l'Afrique. J'ai accepté la médiation du premier ministre Farmajo aussi. À part ça on a pas évoqué de programme ni d'agenda de rencontre* ». Ceux-ci montrent la volonté manifeste d'Aby Ahmed de mettre un terme à ce conflit. Si son action s'apparentait plus à un homme en mission drapé de son costume de prix Nobel, jouant, ainsi, son rôle de pacificateur régional, il faut également préciser que cette médiation est usitée pour consolider le projet hégémonique de l'Éthiopie.

Il poursuit sur le déplacement de Farmajo à Hargeisa « *On se demande comment peut-il venir ? [...] Il est le président d'un pays qui a commis des massacres envers notre peuple. Il nous dit qu'il viendrait nous rendre visite. Est-ce qu'on va accepter ? C'est Non.* ». Bixi a, ainsi, réalisé l'union sacrée en réveillant, chez les Somalilandais, le syndrome clanique dont la Somalie a été victime dans le passé. À travers les différents appels du peuple somalilan-

dais dont une partie infime répond par leur attachement à la Somalie semble être une illusion au regard des gouvernements successif qui ont construit cet État-autoproclamé sous le prisme du clan.

La Somalie, par le biais de son Ministre de l'information, Mohamed Abdi Hayir Mareyeh Mareihey¹³, issue du clan Issaq a rappelé aux Somalilandais « *vous avez depuis vingt-neuf ans une politique que l'on décide dans les Majlis*¹⁴ [...] *Il faut se demander après tant d'années qu'est-ce que le Somaliland est devenu ? La situation dans la région a changé. On ne pense pas que le peuple puisse accepter de vivre et rester enfermée comme ça, sans voir ni entendre personne* ». Une situation qui a entraîné des manifestations en soutien au dirigeant Bixi dans les grandes villes du pays comme Berbera et Borama. Bien que non reconnu par la communauté internationale, ce petit État qui a su contenir son territoire à l'abri du terrorisme et de la piraterie maritime a vu son havre de paix menacé.

CONCLUSION

Pour ne pas clôturer cette analyse nous pouvons préciser que la consolidation du projet hégémonique éthiopien sur lequel s'appuient depuis les indépendances les dirigeants politiques constitue l'une des causes majeures de la désintégration somalienne. Le jeu de calcul éthiopien est un obstacle réel à la construction d'une Somalie unifiée. Leur prépondérance varie en fonction de leur intérêt et de la conjoncture géopolitique régionale.

Aujourd'hui au nom de la pacification et de l'intégration régionale, le prix Nobel de la paix pour préserver les intérêts économiques de son pays s'engage dans une médiation entre Somalie et Somaliland pérennisant, ainsi, son leadership. En outre, les EAU dont on connaît les intérêts qu'ils portent déjà à cette région a accéléré le rapprochement entre les deux frères ennemis. Son alliance avec l'Éthiopie et le gouvernement somalilandais pour la gestion du port de Berbera, leur a permis de mieux asseoir leurs influences dans cette zone. Les intérêts économiques sont donc au fondement d'une réconciliation, voire

13. Interview donnée à Universal Somali TV le 17 février 2020

14. Lieu où l'on mange le Khat qui est une plante très consommée par la population de la corne de l'Afrique et dont les feuilles sont mâchées et procurent des effets stimulants à ses adeptes. En France et dans plusieurs pays de l'Union européenne le khat est considéré comme un produit stupéfiant.

une réunification entre Mogadiscio et Hargeisa. Dans une corne de l'Afrique où les intérêts accélèrent l'histoire, le jeu politique et les stratégies géopolitiques ne peuvent être considérés comme des solutions adéquates pour une réelle cohésion entre la Somalie et le Somaliland.

Si la rencontre entre les deux présidents est porteuse d'espoir elle a, toutefois, réveillé les rivalités claniques d'un lointain passé et menacé la sécurité de cet État-autoproclamé. Confronté à ces irrédentismes et à ces vellétés claniques sur fond d'implica-

tions éthiopiennes et émiraties et de lutte d'influence entre les monarchies du Golfe compliquée, d'avantage, le processus de réconciliation.

La résurgence de ce qu'il est convenu d'appeler le problème somalo-somalien permet aux deux peuples de constater irrémédiablement l'échec de l'homogénéité linguistique, culturelle et religieuse mais aussi de leurs dirigeants à amorcer un début de solution à une crise latente qui perdurent depuis des décennies.

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire